

Seine BiÃ"vre : En route pour la rÃ©gie publique de l'eau

Dossier de la rÃ©action de H2o
September 2021

Environ 15 000 votes dont 94 % pour, tel est le bilan de la votation citoyenne organisÃ©e durant trois semaines par les 9 communes (sur 18) du territoire Grand-Orly Seine BiÃ"vre (GOSB) qui souhaitent crÃ©er leur propre rÃ©gie publique de l'eau, auprÃ's de leurs 325 000 habitants. Pour fÃªter la fin de la votation, les Ã©lus des neuf communes se sont donnÃ© rendez-vous dans un lieu emblÃ©matique de l'eau publique, les anciens Bains Douches de Gentilly, reconvertis en espace culturel. Durant trois semaines, Arcueil, Cachan, Chevilly-Larue, Fresnes, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-BicÃ"tre, Orly et Vitry-sur-Seine avaient organisÃ© des rÃ©unions publiques et fait circuler une camionnette pour sensibiliser les habitants Ã l'enjeu. Sorties officiellement du Syndicat des Eaux d'ÃŽle-de-France (SEDF) en dÃ©but d'annÃ©e 2021, mais toujours connectÃ©es au rÃ©seau du syndicat dans le cadre d'une convention temporaire, les villes projettent dÃ©sormais la crÃ©ation de leur rÃ©gie commune pour le 1er janvier 2024, la date correspondant au changement de contrat de dÃ©lÃ©gation de service public (DSP) du SEDIF.

"Dans un contexte de dÃ©fiance vis-Ã -vis du politique, nous avons rapprochÃ© les citoyens de la dÃ©cision politique. GrÃ¢ce Ã ces actions d'Ã©ducation populaire, nous avons pu faire tomber des tabous comme le coÃ»t d'exploitation ou le prix pour l'usager. 15 080 personnes ont pu s'exprimer, 14 159 en faveur de la rÃ©gie publique, 884 contre, 37 blancs et nuls", s'est rÃ©joui Fatah Aggoune, prÃ©sident de la mission de prÃ©figuration de la rÃ©gie des eaux de la Seine et de la BiÃ"vre, Ã l'occasion d'une confÃ©rence de presse. "Le peuple est encore trop souvent oubliÃ© par le gouvernement. Nous avons Ã©tÃ© dans un laboratoire de la dÃ©mocratie en proposant une votation innovante dont le succÃ's nous oblige dÃ©sormais Ã la rÃ©alisation de cette rÃ©gie", abonde Michel LepÃ"tre, prÃ©sident de Grand-Orly Seine BiÃ"vre. De son cÃ'tÃ©, AndrÃ© Sant'Emaire d'Issy-les-Moulineaux et prÃ©sident du SEDIF, a tenu Ã rappeler dans un communiquÃ© la difficultÃ© de mise en œuvre de dÃ© "choix idÃ©ologiques" : "Conscients qu'ils avaient Ã©tÃ© les otages de partis pris dogmatiques, les Ã©lus des 9 communes concernÃ©es devront maintenant acter qu'ils continueront d'acheter, en trÃ's grande partie, leur eau au SEDIF pour assurer une continuitÃ© de service public. Cette modalitÃ© contractuelle aura sans aucun doute un impact nÃ©gatif sur la facture des habitants car les effets de volume et de solidaritÃ© entre les 151 communes du syndicat ne pourront plus agir sur les prix." Les nÃ©gotiations entre le syndicat et ses anciennes villes adhÃ©rentes se poursuivent, notamment sur le partage des biens, sujet trÃ's sensible qui concerne des kilomÃ"tres de tuyaux et d'installations. Pendant ce temps, l'exploitation et la distribution de l'eau continuera Ã l'autre opÃ©rÃ©e par Veolia Eau d'ÃŽle-de-France. "Au 1er janvier 2022 nous aurons un directeur, du personnel administratif et des ingÃ©nieurs pour prÃ©parer la rÃ©gie et contrÃ©ler les deux annÃ©es transitoires. Ã‰ l'achÃ"vement de la dÃ©lÃ©gation de service public, le 31 dÃ©cembre 2023, la rÃ©gie prendra la relÃ"ve", dÃ©clare Fatah Aggoune. Dans cette longue procÃ©dure, les neuf communes du Grand-Orly Seine BiÃ"vre espÃ"rent pouvoir compter sur le soutien des collectivitÃ©s qui ont dÃ©jÃ pris leur indÃ©pendance Ã l'instar de Paris, autonome depuis 2010, ou encore de Grand Paris Sud, en Essonne, qui a franchi le pas en 2013. "Il faut un accord gagnant-gagnant entre le Sedif et nos neuf communes. Si nous ne parvenons pas Ã nous entendre sur une ligne de partage des eaux, nous pourrons nous en remettre au prÃ©fet, voire Ã la procÃ©dure judiciaire", prÃ©vient le maire du Kremlin-BicÃ"tre, Jean-Luc Laurent.

94 Citoyens